

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

**Au sein de NPS, un appel à l'unité :**

# **Unité Nps, Nm et Fm**

- Politique - Au Parti Socialiste -

Date de mise en ligne : dimanche 3 juillet 2005

---

**Démocratie & Socialisme**

---

## Unité Nps, Nm et Fm

Nous sommes militants, adhérents, du courant Nouveau parti socialiste. Nous avons oeuvré, avant et après le Congrès de Dijon, à ce que les leçons du 21 avril 2002 soient tirées, et à ce que le Parti socialiste se renove, se rapproche de son électorat populaire et réponde à ses aspirations de transformation sociale profondes. Nous avons, en cohérence, travaillé dès 2003 à ce que le débat se développe au sein du Parti face au projet de constitution libérale sorti de la Convention Giscard. En ce sens, nous avons soutenu le texte commun à Nps, Nouveau Monde et Force militante qui analysait la Constitution libérale et appelait à voter non au référendum interne. Nous avons alors pu constater le rapprochement qui s'effectuait entre ces trois courants, ne serait-ce que lors du grand rassemblement unitaire du samedi 10 avril 2004 à la halle Carpentier à Paris où des universités d'été 2004, de Fouras et de Douai. Unis ces trois courants l'étaient sur le fond, sur des questions aussi importantes que l'Europe, la question de la VI<sup>e</sup> république et les questions sociales.

Au référendum interne du 1<sup>er</sup> décembre, c'est l'action de ces trois courants qui a été essentielle pour obtenir les voix de 42 000 militants socialistes en faveur du « non ». Et c'est ce débat dans le parti qui a stimulé celui qui a traversé, irrigué, mobilisé le pays, la gauche, les syndicats, grande nature, jusqu'à cette belle victoire du non, le 29 mai.

L'immense leçon du 29 mai, c'est qu'il s'agit d'un vote de classe, un vote du salariat contre le libéralisme. Des millions d'employés, d'ouvriers, d'agriculteurs, de fonctionnaires, en activité, en formation, en retraite ou au chômage, ont, dans un même mouvement dit "non" à la politique libérale en Europe comme à la politique libérale de Chirac. C'est un "non" proeuropéen et social. La gauche a tellement dominé le "non", imposé son contenu, que pour la première fois depuis longtemps, nous avons reconquis de haute lutte du terrain contre le lepénisme et le villierisme. La campagne du "non" de gauche a été unitaire, populaire, massive, enthousiaste, débordante, et elle a, de loin, avec celle du « non-socialiste » décidé de l'issue du scrutin, tiré vers elle l'essentiel des « non ». Il y a eu un "non-socialiste" majoritaire au coeur du "non" de gauche : 59 % de l'électorat socialiste a ainsi contredit le résultat du vote interne du 1<sup>er</sup> décembre à l'intérieur du parti.

Il est dans la continuité du combat de Nps de pousser le Parti socialiste à tirer les leçons du 29 mai tout comme celles du 21 avril. La direction autour de François Hollande s'est enfermée, le 4 juin, dans le choix de sanctionner ceux qui ont mené campagne pour le « non » au lieu d'entendre le puissant message antilibéral qui émanait, avec eux, du peuple de gauche. Elle en appelle à un congrès expéditif, bouclé, bâclé, dont le but premier est le rappel à la « discipline militante ». Mais comment y croire quand on compare le résultat des votes dans les grosses fédérations du parti, et celui de leurs électeurs : il y avait eu plus de 60 % des voix pour le "oui" en interne le 1<sup>er</sup> décembre, or il y a eu plus de 60 % des voix de « non » dans leur électorat le 29 mai. Qu'est-ce que cela signifie sinon que le vote interne était insincère ou que le fossé entre ces fédérations puissantes et la masse de leur électorat est plus considérable qu'ailleurs ? Cela interroge : car la majorité du parti disposant sans conteste de 100 % des moyens du parti, de son autorité, de la presse, des affiches, des meetings, des médias, n'a convaincu que 41 % des électeurs socialistes. Les minoritaires se sont exprimés, et ont pesé, certes, mais ne disposant pas de moyens équivalents, il n'y auraient pas réussi sans une attente en ce sens de notre électorat. Le résultat, dans 84 départements sur 100, avec 55 % des voix, avec une forte participation de 70 %, prouve que le c'est le parti qui doit reprendre la légitimité du 29 mai et non rappeler à la discipline au nom du vote désormais clairement contestable du 1<sup>er</sup> décembre.

Il faut donc écouter le peuple de gauche. Et ce n'est pas la première fois qu'il indique la bonne direction ! Déjà le 21 avril 2002, si notre candidat avait été éliminé au premier tour, c'était le résultat d'un déplacement du centre de gravité de la gauche vers la gauche et non pas d'un basculement vers la droite. En 2003, cela avait été confirmé

avec près de 30 millions de jours de grève, 140 jours de lutte, 11 journées nationales enseignantes, 9 journées interprofessionnelles, 4 journées avec plus de 2,2 millions de manifestants... Chirac n'avait pas voulu entendre la rue, il a été battu trois fois dans les urnes en 2004. Et le mouvement social a redémarré les 18-20 janvier, 5 février, 5 et 10 mars 2005 nourrissant le "non". Le peuple de gauche, majoritairement et avec constance, dans les élections comme dans la rue, indique qu'il veut une vraie politique de gauche antilibérale, et non pas du "social-libéralisme".

Nps serait dans la continuité de son action, depuis sa fondation, en proposant au parti de s'orienter le plus vite possible vers un projet de transformation sociale, contre la politique ultralibérale des Chirac - Galouzeau de Villepin - Sarkozy. La logique voudrait qu'il y ait des élections anticipées. Il y a donc urgence sociale à prendre les initiatives anticipatrices : appeler toutes les forces de gauche qui le veulent, sans exclusives, à débattre immédiatement d'un programme commun d'action pour un gouvernement de gauche alternatif pour désigner ensuite les candidats sur cette base.

Cela passe par une bataille unitaire pour une Assemblée constituante européenne, publique et dans le Pse, pour une Europe sociale, autour notamment des 7 exigences formulées à l'unanimité en 2003, 2004 par le Parti socialiste :

Cela commence aussi par des engagements à abroger les mesures antisociales de la droite, la loi Fillon contre les retraites, la loi Douste-Blazy contre la Sécu, la loi Raffarin-Larcher contre les 35 h, les lois Fillon contre le Code du travail, contre l'école. On donnera une vraie priorité contre le chômage en augmentant le coût du travail et en baissant le coût du capital, en haussant les salaires, en baissant la durée du travail sur la semaine et sur la vie, en redistribuant les richesses créées par les salariés.

Un tel programme demande l'unité de la gauche mais aussi l'unité des socialistes. Et l'unité des socialistes de gauche pour mieux faire comprendre au parti tout entier ce qui s'est passé.

Le peuple de gauche qui a magnifiquement gagné à contre-courant de 90 % des médias et de la classe politique dominante, est avide d'unité, de débouché politique pour tirer profit du « non » victorieux !

Puisque Nps, Nm et Fm ont mené et finalement gagné cette bataille dans le camp du non », il devient nécessaire face au congrès hâtivement convoqué qu'ils s'unissent. Il y a des cas, d'urgence, historique, ou il faut bousculer certaines pesanteurs, passer par-dessus toutes les questions de personnes et s'accorder sur le fond politique. Le résultat du 29 mai nous impose, beau symbole, de réaliser l'unité des trois courants de gauche dans le parti en cohérence avec notre volonté de la réaliser hors du parti autour de la majorité de la gauche qui a dit « non ». Il faut donner un signe clair en ce sens : le temps nous est compté, par-delà les différentes contributions de juillet, une motion commune n'est possible qu'à condition de s'y engager tout de suite, de la travailler ensemble et de se servir de l'été pour la déposer, avec un contenu dont nous serons tous fiers, à la date fixée, le 17 septembre.

Contre un congrès de malveillance voulu par la direction et servant à refouler le vote du 29 mai, nous voulons un congrès d'espérance, orientant le parti et toute la gauche autour des motivations du « non ». Le congrès de novembre doit être ouvert et fondateur : **il doit viser non pas à régler des comptes sur ce qui est dépassé, mais à prendre en compte ce qui s'est passé.**

Nps, à l'heure où nous signons cet appel, plutôt que de construire, avec rigueur, un projet antilibéral avec tous les socialistes disponibles, s'affiche en « pivot » du futur congrès. « Pivot » pourquoi faire, avec qui et sur quelle base ? Le « non » du 29 mai n'est pas jetable, il est durable. Nous ne pouvons pourtant pas redevenir « neutres », ni « geler » 17 % des voix entre deux camps qui seraient renvoyés dos-à-dos : ce serait laisser la direction Hollande, Dsk, etc. arriver en tête et se prévaloir du parti envers et contre la dynamique du 29 mai. Il n'y aurait plus qu'un arrangement

contre le sens du vote du 29 mai, dans le dos des militants, la nuit du congrès. Ce serait compromettre ensuite la bataille unitaire nécessaire pour battre la droite.

Nous, militants de Nps demandons à ce que, le plus vite possible, notre courant choisisse, annonce le cap, construite sur le fond, une motion commune Nps, Nm, Fm. Un tel rassemblement serait dynamique, incontournable, et susceptible, par son impact et sa nouveauté, de rassurer nombre des éléments du « oui », et de leur faciliter la reconnaissance du message qui a été majoritaire dans le peuple de gauche. Avec un pôle de gauche fort et uni dans le parti, sans exclusive, les motivations du « non », pourront l'emporter, et il sera beaucoup plus difficile de dévoyer nos aspirations lors des choix ultérieurs.